

*Article 31 du Règlement***LA DISCRIMINATION RACIALE**

M. J. W. Bud Bird (Fredericton—York—Sunbury): Monsieur le Président, dans deux jours, soit au début du printemps, le monde renouvelle sa promesse d'éliminer la discrimination raciale. Au Canada, nous sommes particulièrement enrichis par les nombreuses races et les nombreuses cultures de notre population.

Notre gouvernement a érigé la structure législative qui va permettre à notre société d'éliminer le racisme. Je pense en particulier à la Charte des droits et libertés, la Loi sur l'équité en matière d'emploi et la Loi sur le multiculturalisme canadien.

Fait triste, cependant, le racisme et le sectarisme sont la réalité quotidienne. Ces attitudes avilissantes violent la dignité des personnes visées et elles ravagent le tissu même de notre société.

Que chacun de nous reconnaisse que la diversité est l'essence même du canadianisme. Notre tolérance, notre bonne volonté et notre respect du prochain, peu importe sa race, sa couleur, sa langue ou ses croyances, font de nous une société distincte de toutes les autres dans le monde. Le multiculturalisme est un avoir dont chacun de nous bénéficie culturellement, socialement et économiquement.

* * *

[Français]

LE FONDS DE SERVICE ET DE RÉDUCTION DE LA DETTE

M. Gilles Bernier (Beauce): Monsieur le Président, je veux faire lecture ici d'une lettre que j'ai fait parvenir au ministre des Finances, M. Wilson, le 7 mars:

Monsieur le Ministre,

Votre récent budget présenté le 26 février va créer un «fonds spécial», où y serait immédiatement investi l'excédent des recettes totales de la TPS sur l'ancienne formule, plus les profits récoltés suite à la vente de sociétés de la Couronne qui seront privatisées et également tous les dons des particuliers.

Tous ces argents du «fonds spécial» seront entièrement versés pour la baisse de l'énorme déficit du pays.

Monsieur le Ministre, je vous inclus mon chèque personnel de 100 \$ que je vous demande d'appliquer au «fonds du déficit». Je souhaite que plusieurs autres Canadiens agissent ainsi [et particulièrement les membres du Parlement].

En plus des impôts que nous payons, il y a un effort collectif à faire et je suis persuadé que plusieurs pourraient accepter de poser de semblables gestes.

Aussi, une réglementation spéciale demande aux membres du gouvernement [et du Parlement] d'accepter une baisse de revenus. Je m'y soumetts volontiers sachant que la situation économique l'exige: en décembre prochain, il me fera plaisir de récidiver.

Monsieur le Président, je terminerai ce bref exposé par une maxime chinoise: «De même que le fleuve retourne à la mer, le don de l'homme revient vers lui».

* * *

• (1410)

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Monsieur le Président, notre pays a été construit et renforcé grâce aux moyens de communications: le rail, les liaisons aériennes, la poste et Radio-Canada.

En ces temps de périls où le Canada semble s'orienter vers une mentalité régionale, Radio-Canada doit faire entendre une voix nationale forte et montrer les valeurs et les objectifs communs.

[Français]

Le Canada est une mosaïque culturelle qui profite de sa diversité. Cette diversité doit toutefois être alimentée. Si nous ne connaissons et ne comprenons pas nos différences sur le plan géographique, culturel, social et économique, nous perdons notre objectif commun en tant que nation.

Ici, dans la région de la Capitale nationale, les émissions produites localement par les réseaux de télévision, anglais et français, ont permis aux francophones et aux anglophones de l'est de l'Ontario et de l'ouest du Québec de partager la réalité qui leur est propre, de rire et de pleurer ensemble, ainsi que de vivre en bonne intelligence.

[Traduction]

Radio-Canada nous a aidé à montrer au pays et à chacun de nous que nous sommes plus qu'une capitale nationale. Nous sommes une collectivité dynamique qui est un microcosme de la nation.

La décision de supprimer les programmes locaux va diminuer le rôle important que joue Radio-Canada dans notre collectivité et dans toutes les autres. Les programmes locaux sont essentiels pour préserver l'unité canadienne, et nous exhortons le gouvernement, qui s'emploie activement à démanteler nos institutions nationales, à nous écouter.

* * *

L'AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, les petites entreprises du sud-ouest du Nouveau-Brunswick ont appris une bonne nouvelle, la